



**Communiqué de presse
AG/PAL/817**

**Conférence internationale des Nations Unies de la
société civile en solidarité avec le peuple palestinien
3^e séance – matin**

**LA SOCIETE CIVILE DOIT S'INVESTIR POUR RENDRE VISIBLE
L'OCCUPATION ET
CONTRER LA PROPAGANDE ISRAELIENNE TENDANT A LA LEGITIMER**

La Conférence internationale de la société civile à l'appui du peuple palestinien organisée depuis hier au siège des Nations Unies s'est penchée ce matin sur les voies et moyens de contester l'occupation israélienne et de la rendre visible. Car l'une des caractéristiques de cette occupation est précisément sa dimension médiatique et le fait que la propagande israélienne tend à la légitimer, ont constaté les intervenants. Illustrant ce constat, Mme Lamis Andoni, une journaliste d'origine palestinienne basée à Boston, a rappelé qu'il y a trois jours alors que les télévisions arabes retransmettaient les images de la destruction du siège de l'Autorité palestinienne de Ramallah par les bulldozers israéliens, les chaînes de télévision américaines passaient ces événements sous silence. Aux États-Unis, le gouvernement et les médias ont fait le choix de ne pas rendre visible la terreur de l'occupation car l'agenda diplomatique américain prévoit dans un avenir proche de renverser le Président Arafat et de faire émerger de nouveaux dirigeants plus enclins à suivre la volonté de Washington et des Israéliens, a déploré Mme Andoni.

Regrettant à son tour un traitement sélectif de l'information par les médias occidentaux, M. Jeff Halper, Coordonnateur du Comité israélien contre la démolition des maisons, basé à Jérusalem, a demandé aux participants qui parmi eux, avaient eu l'occasion de suivre sur leur écran de télévision le témoignage du soldat israélien qui conduisait l'un des bulldozers qui ont détruit le camp de Djénine et qui a récemment été décoré par le Gouvernement israélien. Ce soldat expliquait avoir travaillé pendant 75 heures d'affilées avec une volonté frénétique de démolir les maisons palestiniennes, a ajouté M. Halper, mais les médias se sont gardés de diffuser ce reportage compromettant pour la puissance occupante. La société civile doit s'investir pour contrer la propagande israélienne qui tente de camoufler un déni des droits des Palestiniens en prétextant aux yeux de l'opinion publique américaine que la terre appartient à Israël, ont convenu les participants. Comme c'était le cas pour l'Afrique du Sud au temps de l'Apartheid, Israël tente de justifier ses destructions et ses mesures d'expulsion en les faisant avaliser par la Cour Suprême au nom du respect des règles démocratiques, mais cette légitimation de la terreur doit être dénoncée, ont jugé les membres de la société civile.

Comment la société civile peut-elle faire pression et faire en sorte que les résolutions qui concernent les droits des Palestiniens soient appliquées avec autant de détermination que celles qui concernent l'Iraq, se sont-ils interrogés par la suite. Et comment faire en sorte que les dirigeants israéliens ne bénéficient plus de l'impunité pour les crimes contre l'humanité commis contre les civils Palestiniens et qui relèvent du droit international ? Pour M. Richard Falk, professeur de théorie et de pratique du droit international à l'Université de Princeton, l'une des voies peut être de saisir l'Assemblée générale afin qu'elle adopte une résolution demandant un avis à la Cour internationale de Justice sur la légalité de l'occupation israélienne. Il a également suggéré à la société civile de mettre sur pied une Commission d'enquête composée de personnalités internationales reconnues et qui seraient mandatées pour établir clairement les violations de la Quatrième convention de Genève et des résolutions du Conseil de sécurité par Israël.

Professeur à l'Université de Columbia, M. Bruce Robbins a fait part quant à lui donné d'une initiative prise par la société civile américaine et expliqué que 3400 personnes, essentiellement des Juifs américains, ont signé récemment une lettre ouverte écrite par Alan Sokal au Gouvernement américain à propos de la paix au Moyen-Orient. Publiée dans le *New York Times* ainsi qu'en Israël, en Jordanie, en Italie et au Royaume-uni cette lettre ouverte souligne la responsabilité des États-Unis dans la situation actuelle, car par leur soutien politique et financier, les Etats-Unis ont permis l'intransigeance et la brutalité de la politique israélienne. La pétition soutient par ailleurs le droit d'Israël à vivre dans la paix et la sécurité mais elle condamne l'occupation et plaide pour une résolution rapide du conflit basée sur l'existence de deux Etats souverains dans le cadre des frontières antérieures à 1967, a précisé M. Robbins, ajoutant que cette proposition n'a rien d'original puisqu'elle est partagée par une majorité de 50 à 70% des Israéliens et des Palestiniens selon des sondages récents.

Les participants ont ensuite évoqué l'adoption de mesures contraignantes afin d'obliger Israël à se retirer des territoires palestiniens dans les frontières d'avant 1967. Ils ont ainsi mis en cause l'aide que les Etats-Unis versent à Israël et ont demandé qu'elle ne soit pas versée sans condition et soit utilisée, par exemple, pour aider au retour des colons dans les frontières d'avant 1967. Ils ont fait valoir que ces mesures pouvaient avoir des résultats concrets car sans aide, les Israéliens n'ont pas les moyens de leur politique d'occupation. Par ailleurs, de nombreux panélistes ont suggéré à la société civile de lancer une campagne demandant au Gouvernement américain de respecter le droit international et de faire en sorte que les armes exportées par les États-Unis ne servent qu'à l'autodéfense d'Israël et non pas à l'agression contre les Palestiniens.

La Conférence internationale de la société civile achèvera ses travaux cet après-midi, à partir de 15 heures.

Déclarations

Mme LAMIS ANDONI, Journaliste résidant à Boston, a jugé importante la tenue de cette conférence de la société civile dans un contexte international où les États-Unis et Israël bafouent les droits élémentaires des Palestiniens. Les images et le récit sont disconnectés l'un et l'autre, a-t-elle regretté. Alors comment rendre visible l'occupation pour sensibiliser efficacement les opinions publiques ? Il y a trois jours une télévision arabe retransmettait les images de la destruction du siège de l'Autorité palestinienne de Ramallah par les bulldozers israéliens alors que les médias américains ne montraient pas ces images. Sur place, les gens sont sortis et ont commencé à braver le couvre-feu en manifestant dans les rues de Gaza et de Ramallah, en pleine nuit, car ils étaient conscients du fait que ces destructions touchaient le cœur de leur lutte pour l'édification d'un État. Aux États-Unis, le gouvernement et les médias ont passé ces événements sous silence, car leur leitmotiv est de renverser le Président Arafat pour faire émerger des nouveaux dirigeants plus enclins à suivre leur volonté et celle des Israéliens. Mais les Palestiniens ont instinctivement compris que ces destructions ne visaient pas Arafat seul mais tout le peuple palestinien, a observé Mme Andoni, et les gens ne sont pas prêts à laisser les Américains dicter des réformes de nature à légitimer l'occupation israélienne. Elle a étayé son propos en citant les trois priorités américaines présentées hier au Conseil de sécurité par leur Représentant permanent, à savoir l'arrêt du terrorisme, la réforme du leadership palestinien et la relance de la coordination de la sécurité. Ces priorités démontrent que les Palestiniens constituent une menace pour la sécurité d'Israël aux yeux des Américains mais les droits du peuple palestinien ne sont pas inaliénables à leurs yeux, a-t-elle dit. La mise en place d'un État est le seul objectif des Palestiniens et il importe que la société civile redouble de vigilance pour contrer la propagande américaine qui légitime l'apartheid israélien.

M. JEFF HALPER, Coordonnateur du Comité israélien contre la démolition des maisons, Jérusalem, a déploré les tentatives visant à humilier l'Autorité palestinienne par la destruction des infrastructures. Il a refusé d'être considéré comme un ennemi des Palestiniens, évoquant deux camps, celui de ceux qui croient dans une paix juste et ceux qui entendent briser les perspectives de paix. La démolition est au centre de la stratégie d'occupation israélienne comme l'a démontré la tragédie du camp de Djénine où le conducteur du bulldozer, qui a travaillé pendant 75 heures d'affilées avec une volonté frénétique de démolir les maisons palestiniennes, a été un des seuls militaires à être décoré. Ces démolitions sont une tentative d'annihiler la présence palestinienne dans ce pays et dans cette région, a-t-il ajouté, car l'élimination et l'éparpillement des Palestiniens devient de plus en plus clairement le dessein des autorités israéliennes. Il importe que le Conseil de sécurité prenne conscience de cette réalité et pour sa part, la société civile doit rendre visible cette occupation qu'Israël tente de camoufler dans un déni des droits des Palestiniens en prétextant que la terre appartient à Israël. Comme c'était le cas pour l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid, Israël tente de justifier ses destructions et ses mesures d'expulsion en les faisant avaliser par la Cour suprême au nom du pseudo respect des règles démocratiques, et ce afin de donner une façade légitime à sa terreur, a déploré M. Halper. Il a fait des propositions visant à rendre visible l'occupation rendue invisible grâce aux médias américains, entre autres, qui rendent les Palestiniens coupables. Pour cela, il faut commencer par la création d'un État palestinien viable et souverain, car si on parvient à faire passer l'idée selon laquelle un peuple a droit à un État viable, alors nous replaçons le débat dans son juste contexte. Il faut cesser de considérer Israël sous le prisme du sionisme et le traiter comme tout autre pays de la communauté internationale, a-t-il indiqué, c'est à dire le soumettre au droits et aux devoirs de tous les États et, à terme, démanteler l'occupation israélienne par tous les moyens légaux.

M. ADAM SHAPIRO, Représentant du Mouvement de solidarité internationale, Washington, a indiqué que l'occupation, et l'obligation faite aux Palestiniens de coexister tous les jours avec cette occupation, sont à la base du conflit en Palestine. Illustrant la violence de la puissance occupante, il a rappelé qu'il y a quelques jours à Naplouse, les forces israéliennes ont tiré sur un garçon de 14 ans qui accompagnait des activistes et qui se trouvait dans les rues au moment du couvre-feu. La liberté de mouvement doit être rétablie, nous devons pouvoir acheminer l'aide humanitaire; on ne peut attendre de nous que nous acceptions l'occupation et attendions, chez nous, l'arrivée des bulldozers. Faisant observer qu'à Djénine, l'aide humanitaire n'a pas pu atteindre le camp de réfugiés car les chars israéliens ont empêché la circulation des organisations non gouvernementales, le représentant a estimé en conclusion que le retour de la liberté est un préalable indispensable à la paix.

M. RICHARD FALK, Professeur de théorie et de pratique du droit international à l'Université de Princeton, a regretté que les Nations Unies et la communauté internationale aient totalement échoué dans la protection et la réalisation des droits fondamentaux du peuple palestinien. La société civile doit, pour sa part, prendre le relais pour faire en sorte que les résolutions qui concernent la Palestine soient appliquées avec autant de détermination que celles qui concernent l'Iraq. Nous devons offrir au peuple palestinien une autre option que la dialectique actuelle entre résistance et capitulation. Cette occupation a pour vocation l'extermination et l'élimination du peuple palestinien, a-t-il dit, et en tant que citoyens du monde nous ne pouvons laisser faire cela. Les Nations Unies doivent constater leur échec dans la gestion de la question du Moyen-Orient, a estimé M. Falk. Il a dénoncé les mesures de représailles, les destructions, les arrestations, les déportations qui relèvent du même comportement criminel des Israéliens. Au regard du droit international, les dirigeants qui violent les droits fondamentaux commettent des crimes contre l'humanité, a-t-il rappelé, s'interrogeant sur les raisons pour lesquelles les dirigeants israéliens continuent de bénéficier de l'impunité. Il a souligné l'obligation de l'Assemblée générale d'adopter une résolution demandant un avis de la Cour internationale de Justice sur la légalité de l'occupation israélienne. Par ailleurs, la société civile devrait mettre sur pied une Commission composée de personnalités et chargée d'enquêter sur les violations de la quatrième Convention de Genève et des résolutions du Conseil de sécurité par Israël, a proposé M. Falk.

M. BRUCE ROBBINS, Professeur à l'Université de Columbia, a indiqué qu'à ce jour environ 3400 personnes, essentiellement des Juifs américains, ont signé une lettre écrite par Alan Sokal et adressée au Gouvernement américain sur le sujet de la paix au Moyen-Orient. Cette pétition a été publiée dans le *New York Times* ainsi qu'en Israël, en Jordanie, en Italie et en Angleterre. Par cette lettre, nous, les Juifs américains, reconnaissons notre responsabilité, d'une part parce que le soutien politique et financier des Etats-Unis a permis l'intransigeance et la brutalité de la politique israélienne, et d'autre part parce que si nous soutenons le droit d'Israël à vivre dans la paix et la sécurité, nous condamnons l'occupation et plaidons pour une résolution rapide du conflit basée sur l'existence de deux Etats souverains dans le cadre des frontières antérieures à 1967. Cette proposition n'a rien d'original, puisqu'elle est partagée par une majorité de 50 à 70% des Israéliens et des Palestiniens, si l'on en croit des sondages récents. Elle n'est pas non plus particulièrement ambitieuse, puisqu'elle attribue 78% de la Palestine historique à l'Etat d'Israël et 22% à la Palestine. La pétition met également en cause l'aide que les Etats-Unis versent à Israël et demande qu'elle ne soit pas versée sans condition et soit utilisée, par exemple, pour aider au retour des colons dans les frontières d'avant 1967. Nous proposons également que le versement de l'aide soit conditionné au retrait d'Israël dans ses frontières d'avant 1967; nous pouvons demander cette condition car, sans aide, les Israéliens n'ont pas les moyens de leur politique d'occupation.

M. Robbins indique avoir reçu un grand nombre de lettres de soutien de la part des Juifs américains. En effet, nombreux sont ceux qui petit à petit s'étaient sentis de plus en plus distancés par les porte-paroles de leur communauté. Cette expérience a également permis de prendre la mesure de la puissance d'Internet pour organiser et rassembler des communautés à la base, a conclu M. Robbins. Les lettres et la pétition sont accessibles sur www.peacemideast.org

M. ZIAD J. ASALI, Président du Comité américano-arabe contre la discrimination, Washington, a indiqué que la coalition pro-Israël des Etats-Unis, qui ne s'arrête pas aux organisations juives américaines, mais comprend également la droite chrétienne évangélique et les mouvements politiques néo-conservateurs, utilise l'éducation publique depuis plusieurs décennies. Les arguments en faveur de la cause palestinienne sont généralement formulés dans les termes du droit international ou de la justice historique, deux discours auxquels les Américains sont insensibles. En effet les Américains sont, par tradition, très hermétiques au droit international puisqu'ils sont persuadés de la suprématie du droit constitutionnel américain. Ils sont également peu intéressés par l'histoire et les racines des conflits et préfèrent raisonner en ces termes: quel est le problème aujourd'hui et comment peut-il être réglé aujourd'hui? Les Américains sont beaucoup plus sensibles aux questions relatives à la vie quotidienne des populations; malheureusement ils sont aussi très mal informés et ne sont pas au courant des réalités de la vie quotidienne sous l'occupation. Certains vont même jusqu'à nier son existence, dans la lignée de Donald Rumsfeld qui a parlé de "soit-disant occupation".

Nous devons dans un premier temps informer les Américains sur l'occupation israélienne, car les campagnes de sensibilisation peuvent faire évoluer les représentations, comme on l'a vu dans le cas de l'apartheid. Les Américains sont inconscients de la stricte discrimination ethnique qui prévaut dans les territoires occupés, où tout est déterminé par le fait d'être Juif ou Arabe. Eux qui sont attachés aux droits politiques et à la citoyenneté, ils ne savent pas que les Palestiniens sont considérés comme des non-citoyens dans leur propre pays. Eux qui sont attachés à la propriété, ils ne savent rien des démolitions de maisons. Eux qui sont attachés à la liberté de circulation comme droit fondamental, ils ne savent rien des blocages et des restrictions imposées aux déplacements. Les punitions collectives, la guerre économique et l'appauvrissement délibéré, jusqu'à la faim, d'une population civile d'hommes, de femmes et d'enfants ne peut être justifiée. Il s'agit purement et simplement de violations de droits de l'homme et si cette réalité reçoit la publicité qu'elle mérite, la perception qu'ont les Américains du conflit changera. La paix et l'occupation sont incompatibles et c'est ce message que nous devons transmettre aux Américains.

NA'EEM JEENAH, Porte-Parole du Comité sud-africain de solidarité envers les Palestiniens, Président du Mouvement de la jeunesse musulmane, Johannesburg, a présenté les enseignements que l'on peut tirer de la lutte contre l'apartheid pour libérer la Palestine. Nous devons d'abord reconnaître que pour influencer et informer l'opinion publique, la justesse de notre cause n'est pas suffisante, a dit M. Jeenah. La chose la plus critique est le message que nous voulons transmettre. Quand l'Afrique du Sud a lutté contre l'apartheid, il y avait un message très clair: "une personne, une voix, dans un pays démocratique, non raciste et non sexiste". En Palestine, le message n'est pas assez clair, et c'est pourquoi nous proposons, comme slogan, les quatre points suivants : fin de l'occupation, démantèlement des colonies de peuplement, Etat palestinien souverain viable avec Jérusalem-est comme capitale et retour des réfugiés. En Afrique du Sud, la libération de Mandela représentait la fin de l'apartheid; en Palestine, c'est la libération des Palestiniens détenus et le retour des réfugiés qui serviront de point de repère.

Renvoyant aux moyens utilisés pour mettre fin à l'apartheid, M. Jeenah a demandé des sanctions contre Israël et la rupture des relations diplomatiques avec ce pays. La lutte anti-apartheid a reposé sur la solidarité internationale et l'isolement de l'Etat, et ces instruments peuvent encore fonctionner et doivent être utilisés. Cela implique des stratégies de boycott culturel et académique. Il a conclu en disant que ces mesures internationales étaient relayées sur le terrain par un fort mouvement de résistance et qu'il est à cet égard crucial que l'Intifada en Palestine reste un mouvement vigoureux.

Débat et échanges de vues

Au cours de la discussion, les participants se sont interrogés sur les moyens de traduire devant la Cour pénale internationale les responsables des crimes commis contre le peuple palestinien. La Cour pourrait certes entreprendre des enquêtes pour établir les responsabilités, ont admis les panélistes, mais il semble peu probable qu'elle se saisisse à présent de cette question. Par ailleurs, il a été suggéré de faire en sorte que les armes exportées par les États-Unis ne servent qu'à l'autodéfense d'Israël et non pas à l'agression contre les Palestiniens et d'inciter la société civile à lutter pour que le Gouvernement américain respecte le droit international. Les Arabes n'ont jamais été des ennemis des Juifs a souligné un représentant d'une organisation égyptienne, avant de proposer de tirer profit de cette Conférence internationale en organisant une conférence de presse conjointe pour sensibiliser l'opinion dans la mesure où cette rencontre va au-delà des clivages et réunit des organisations de la société civile israélienne et palestinienne. Il a demandé que la Déclaration finale demande des sanctions individuelles contre les dirigeants israéliens, au premier rang desquels le Premier Ministre Ariel Sharon.

Afin de changer la perception de l'opinion publique de l'occupation, certains militants de la société civile ont proposé de modifier les termes et d'utiliser par exemple "dictature militaire" au lieu d'occupation. Ils ont mis CNN en cause, l'accusant de déformer l'information et de présenter Israël comme une démocratie. Ils ont insisté sur l'importance de mener la lutte sur plusieurs fronts et de coordonner les multiples mouvements en faveur de l'indépendance de la Palestine qui existent de par le monde.

Un réfugié palestinien a dit que l'occupation ne date pas de 1967 mais de 1948 et regretté que la communauté internationale n'accorde pas une importance suffisante au droit au retour des réfugiés palestiniens. M. Jeff Halper a répondu que la solution doit être régionale car avec 22% du territoire de la Palestine historique on ne pourra résoudre la question du retour des réfugiés. Il s'est prononcé en faveur d'un processus en deux étapes: création un Etat palestinien, et création d'une plus grande zone avec les voisins, afin de limiter les effets négatifs de la parcellisation du territoire.

M. Halper a ajouté que le conflit a dépassé la dimension locale et qu'il met le système international, la société civile et les organisations non gouvernementales à l'épreuve. Si nous ne pouvons pas, en dépit de la mobilisation de l'ONU et de la société civile internationale, lutter contre l'occupation, ce qui est possible, quelles seront les incidences pour les nombreux autres peuples du monde qui eux aussi luttent pour leur libération ? a-t-il demandé. Cela signifiera que tout ce que nous faisons ici est totalement inutile.

M. Falk a dit que le droit international approuve sans ambiguïté les revendications des Palestiniens, y compris la défense du droit des réfugiés et qu'aucun processus de paix ne peut faire fi du droit international. Tout processus de paix doit commencer par le droit international plutôt que par la géopolitique. M. Robbins a dit que pour avoir des chances réalistes de se faire comprendre de l'opinion publique américaine, il ne faut pas remonter aux sources de l'occupation, sans quoi les Américains devraient rendre Manhattan aux Indiens. Les arguments de "justice historique absolue" sont donc difficilement recevables, mais cela n'empêche pas de rechercher une solution équitable.

* *** *